

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 16 juillet 1969

La séance est ouverte à 2 heures de l'après-midi.

[Français]

AFFAIRES COURANTES

LA CAPITALE NATIONALE

DÉPÔT DU 69^e RAPPORT DE LA COMMISSION

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je voudrais déposer, en anglais et en français, deux copies du 69^e rapport de la Commission de la capitale nationale. Je regrette, monsieur l'Orateur, de ne pas avoir déposé ce document hier, qui était la date limite, mais c'est qu'une des signatures essentielles manquait, à cause de la période des vacances. J'espère que la Chambre excusera cette petite irrégularité.

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE AVEC LE
PRÉSIDENT AU SUJET DE SA DÉMISSION

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, le premier ministre s'était engagé à déposer des copies de la correspondance qu'il a échangée avec M. Fullerton, président de la Société de développement du Cap-Breton, relativement à la démission de ce dernier. Je suis prêt à les déposer aujourd'hui.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

MESSAGE DU HAUT COMMISSARIAT CANADIEN
À LAGOS CONCERNANT DES DÉCLARATIONS
ATTRIBUÉES AU BRIGADIER HAMILTON

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur,

j'aimerais déposer une copie d'un message du Haut commissariat canadien à Lagos, en date du 14 juillet 1969, à propos de l'article paru dans le *Globe and Mail* du 12 juillet relativement à des déclarations attribuées au brigadier Hamilton.

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

LE SERVICE D'INFORMATION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Question n° 2217—M. Robinson:

1. Le ministère de la Justice a-t-il un service d'information et, dans l'affirmative, combien ce service a-t-il coûté à chacune des années écoulées de 1960 à 1968 incluse?

2. Combien de publications, périodiques, bulletins d'information et communiqués de presse le ministère a-t-il produits à chacune des années écoulées de 1960 à 1968 incluse, et combien chacune de ces publications a-t-elle coûté à chacune des années écoulées de 1960 à 1968 incluse?

3. Combien d'exemplaires de chaque publication a-t-on produits, à qui les a-t-on distribués, et comment procède-t-on à cette distribution?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Le ministère de la Justice n'a pas de service d'information. Cependant, la Gendarmerie royale du Canada, qui passait au ministère du Solliciteur général le 1^{er} octobre 1966, m'informe comme suit: 1. Oui, 1960, \$18,320.00; 1961, \$22,800.00; 1962, \$37,765.00; 1963, \$39,269.00; 1964, \$42,449.00; 1965, \$46,704.00.

2 et 3.

Année	Coût	Publications	Distribution	Communiqués
§				
1960-1961		Renseignements inconnus.....		
1961-1962		Renseignements inconnus.....		28
1962-1963	347.04	«Serve Canada With RCMP».....	11,568	22
	1,273.63	«Career in Scarlet».....	2,549	
	*2,932.00	«Crime in Your Community».....	54,700	
1963-1964	435.48	«Serve Canada With RCMP».....	14,516	32
	1,117.84	«Career in Scarlet».....	2,178	